

3- Dans quel contexte socio-économique a été perpétré cet horrible assassinat ?

Panshin Beka alias Olivia Arevalo Vasquez a été assassinée de deux balles dans la poitrine le 19 avril 2018 dans la communauté interculturelle Victoria Gracia, proche de Yarinacocha et Pucallpa. Un citoyen canadien Sebastian Woodroffe, qui avait prêté 14.000 soles (=3.570 €) au fils d'Olivia, semble être l'auteur présumé de cet assassinat. Ce prêt qu'il n'arrivait sans doute pas à se faire rembourser est-il le mobile du crime ? La police aura du mal à répondre à cette question puisque, le même jour, Sebastian Woodroffe a été lynché par des membres de la communauté Victoria Gracia, tué et enterré.

Ce citoyen canadien de 41 ans, originaire de Colombie Britannique, était venu en Amazonie péruvienne pour apprendre l'usage des plantes qui pourraient soigner la toximanie. Était-il client ou apprenti d'Olivia ? Voulait-il s'installer dans la banlieue de Pucallpa pour ouvrir l'un de ces nombreux centres chamaniques tenus par des Occidentaux que l'on trouve à Iquitos ? Ces deux assassinats traduisent un très grand malentendu interculturel et une dérive très dangereuse de l'appropriation des ressources matérielles et spirituelles autochtones. La commercialisation et l'exploitation touristique de la spiritualité autochtone affectent grandement l'unité des communautés shipibo-konibo.

Si le meurtre de Sebastian Woodroffe doit être condamné, il révèle néanmoins l'indignation du peuple shipibo-konibo face à l'abandon de l'État lors d'autres meurtres non résolus de leaders politiques et religieux. Ce sentiment d'abandon ne justifie pas l'assassinat de ce présumé criminel canadien mais permet de comprendre le niveau de désespoir de la population qui se trouve forcée à assumer sa propre défense. Plusieurs leaders shipibo-konibo comme ceux de la communauté Santa Clara de Uchunya sont aujourd'hui menacés de mort parce qu'ils luttent contre la déforestation et contre les producteurs de palmier à huile qui envahissent leurs terres ancestrales. L'État doit agir, doit faire aboutir les enquêtes judiciaires et doit faire appliquer la loi avant d'autres assassinats de leaders autochtones.

Interview Françoise et Bernard Saladin d'Anglure le 1^{er} mai 2018